

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Rivista mensile della Fondazione Europea Dragan

La nouvelle identité de l'Europe

de Alessandro Schiano

Le Sommet de Copenhague vient de se terminer et l'Europe apparaît maintenant comme une réalité réalisable et non plus comme un obscur point d'interrogation.

Le président de la Commission M. Jacques Delors, disparu de la circulation avant le Sommet, est arrivé devant l'assise européenne très documenté; il a analysé les retards d'une manière impitoyable en dénonçant les urgences et en planifiant le travail futur.

L'analyse est en substance partie des retards structurels, de la distance toujours plus grande que les Etats-Unis et le Japon ont accumulé sur l'Europe: en 1994, 12% de la force travail européenne sera inactive, ce qui veut dire que vingt millions de citoyens européens se trouveront sans une occupation; pendant les premières vingt années du siècle, de 1970 à 1990, le Japon a créé 11,7 millions places de travail, les Etats-Unis 28,8 millions, tandis que l'Europe en a créées seulement 8,2 millions. La disparité semble presque insurmontable si on pense que la capacité de pénétration des produits européens a

baissé de 1990 à aujourd'hui de 3,7 tandis que celle japonaise a augmenté de 0,5 et celle américaine de 2,2.

Mais la grande distance on la rencontre dans le domaine des nouvelles technologies où pour le Japon et les Etats-Unis environ 75 unités de travail sur cent sont engagées dans ce secteur contre les 39 unités sur cent pour l'Europe.

Mais M. Delors se pousse bien outre une simple liste de données statistiques: d'un côté on peut certainement affirmer que la crise actuelle est conjoncturelle, mais les problèmes qui tenaillent l'économie européenne sont certainement structurels; il existe une véritable «distortion» qui empêche à l'Europe de transformer sa richesse productive en de réelles places de travail.

Voilà la cause principale de la diminution progressive des espaces de marché acquis dont la conséquence inévitable est la perte globale de la compétitivité de l'industrie qui se trouve, comme du reste la société toute entière, face à un cercle vicieux très dangereux.

Tandis que d'un côté les devoirs sociaux en Europe sont le double par rapport à ceux du Japon et des Etats-Unis, au cours des années quatre-vingts le coût du travail est resté inchangé contre une augmentation en Europe égale à 4%, c'est-à-dire 20% en plus du reste du monde industrialisé.

Les remèdes proposés par M. Delors peuvent être ainsi résumés:

A - Confirmer l'objectif de l'Union monétaire pour 1999.

B - Affirmer de nouveau dans les faits institutionnels l'orientation d'ouverture et de solidarité de la Communauté.

C - Mettre en marche toutes les synergies et toutes les collaborations possibles dans le domaine de la recherche et le développement industriel.

D - Créer un réseau de communication intereuropéen dans le domaine des transports et des télécommunications pour favoriser la «cohésion» économique et sociale, diminuer les coûts de la circulation intérieure des biens et des informations.

E - Créer les «infrastructures européennes de l'information», les réseaux télématiques, les fibres optiques, l'informatisation généralisée...

F - La révision totale des systèmes de formation et de ceux scolaires.

G - Promulguer un nouveau modèle de développement lié à la taxation des ressources naturelles les moins nombreuses, pour alléger les impôts fiscaux qui pèsent sur le travail et créer de nouvelles occupations dans les domaines de la défense et de l'environnement.

H - Etablir des politiques plus actives par rapport au marché du travail pour pousser vers l'innovation technologique plutôt que la retarder en localisant toujours et de toute manière dans le nouveau la perte d'occupation.

Outre aux propositions générales qui devront être pour ainsi dire vérifiées sur un terrain concret, le fait politique le plus important est sans doute celui lié à la confirmation de l'union monétaire qui comporte la création d'une banque fédérale

européenne.

Un rôle important dans ce sens a été celui tenu par l'Italie: le Président du Conseil M. Azeglio Ciampi a fait à Copenhague d'importantes déclarations qui ont contribué à débloquer la situation.

Tout d'abord en affirmant que l'Union Monétaire sera réalisée même si tous les pays n'y adhéreront pas immédiatement; parmi ceux-ci l'Italie: «Ce n'est pas un drame si l'Union Monétaire en 1999 sera faite même sans l'Italie...» a expliqué M. Ciampi, en admettant implicitement que même si l'Europe marchera à deux vitesses l'important c'est qu'elle avance sans engagements formels pour personne. Cela dédramatise la situation et les différences évidentes qui restent entre les Pays européens sur le plan économique.

Avec la création d'une Banque Centrale Européenne on s'affranchirait de la dépendance vers la Bundesbank et de toutes ces décisions prises pour des intérêts nationaux.

La France et la Hollande semblent peut-être être destinées à remplacer l'Allemagne qui n'arrive pas à couvrir tous les coûts de la reunification dans le rôle guide de l'économie européenne; mais lorsqu'il y a quelques jours la Banque allemande a baissé les taux d'intérêt, le reste de l'Europe l'a encore suivie.

Mais à Copenhague il n'y a pas que des bons propos. Il a été aussi établi une politique des investissements qui n'a pas de précédents dans l'histoire de l'Europe.

La Banque Européenne des Investissements de commun accord avec la Commission a été autorisée à augmenter de 5 milliards d'Ecu l'instrument de relance productive déjà approuvé à Edimbourg, (3 milliards pour les grandes infrastructures et 2 pour la petite et moyenne entreprise); tous les Etats membres pourront accéder à un prêt ultérieur de 5 milliards d'Ecu au taux de marché comme avance sur les Fonds structurels.

Un autre élément de grande importance est l'accord de crédits et de financements qui devra être proportionnel au nombre de places de travail créées.

Pour le mois de Décembre paraîtra le Livre Blanc avec la stratégie que la Communauté adoptera à moyen terme pour relancer l'occupation et la productivité: d'ici le 1er septembre tous les pays qui auront développé des projets spécifiques pourront les faire inclure dans le document communautaire.

La véritable nouveauté de Copenhague est le plan économique qui passe finalement de la théorie à la pratique; deux grands courants s'opposent les prochains mois et détermineront la future image de l'Europe: d'un côté celui qui croit qu'en augmentant les investissements et la recherche ce sera possible garder les mêmes niveaux de prévention et de sécurité sociale et de l'autre celui qui croit à un démantèlement progressif de l'état social dans toute l'Europe comme seul moyen pour relancer l'économie et l'occupation.

Dans tous les pays c'est celui-ci le véritable problème sur la balance: l'Europe

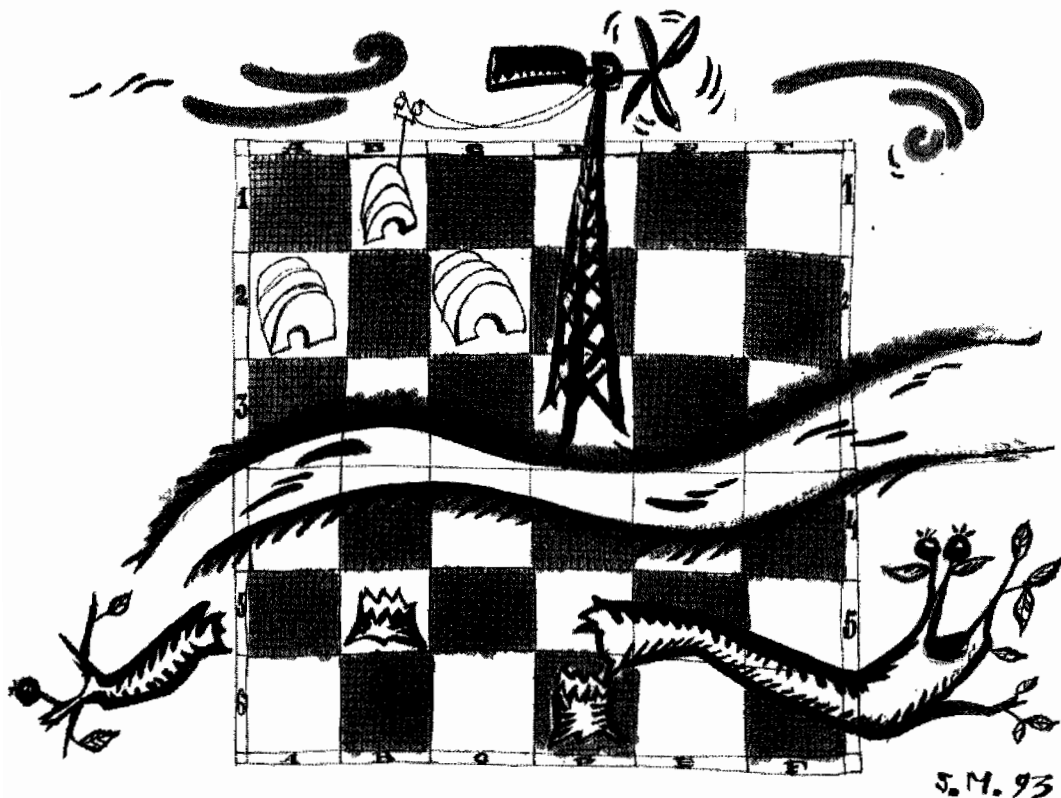
finalmente passe des énonciations théoriques au langage concret sur l'avenir de ses citoyens: l'Europe commence à parler la même langue.

L'autre grande question sur le tapis du sommet de Copenhague était celle d'un engagement direct de l'Europe en Bosnie.

Le sujet comporterait de par lui-même une longue analyse mais rappelons nous seulement que pour la première fois l'Europe a dit oui à la demande de l'O.N.U. d'envoyer des moyens et des hommes dans cette terre martyrisée.

Les conséquences sur le plan international sont toutes à vérifier et à analyser mais une conscience générale du rôle et de l'identité propres de l'Europe, qui se reconnaît en elle-même à partir des problèmes de ses citoyens et de sa collocation internationale en tant que guide d'une renouvelée politique de paix de l'ancien continent, apparaît toujours plus évidente.

Alessandro Schiano



Un espace «politique» meneur de l'espace «économique»

L'objectif

Les pays de l'Europe centrale et orientale estiment non seulement opportun mais indispensable que la Cee annonce de manière officielle et solennelle qu'elle leur ouvre la perspective de participer en avenir sur un plan d'égalité à l'intégration européenne et qu'elle permette dans l'immédiat un certain nombre d'accords financiers, technologiques et surtout commerciaux. Certains d'entre eux sont parvenus au moment crucial de leur transformation de pays autoritaires et ayant une économie d'état en des pays démocratiques ayant une économie de marché; un moment crucial puisque cette transformation impose, à côté des avantages, des efforts et des sacrifices qui pèsent matériellement sur les populations et qui peuvent être mieux acceptés dans la mesure où pour l'avenir des espoirs concrets seront délinés. En d'autres mots, il faut que la Cee indique clairement que la porte de l'adhésion leur est ouverte et qu'en attendant ils peuvent compter sur la solidarité concrète de l'Europe occidentale.

La Hongrie, la République Tchèque, la République de Slovaquie et la Pologne sont désormais en mesure de s'insérer dans les mécanismes de l'économie de marché; pour la Roumanie, la Bulgarie et les pays baltes et encore plus pour l'Albanie les réformes sont moins avancées, mais la direction est claire; et tous sont décidés à confirmer et à rendre définitif le passage à la démocratie et au respect des droits de l'homme. Mais sans le soutien de la Cee

les réformes tant économiques que politiques risquent d'être précaires et — de manière plus ou moins grave selon les cas — compromises.

La Cee est décidée à répondre à cette attente et ses Chefs de Gouvernement se sont engagés à adopter le 22 juin, au Sommet déjà convoqué à Copenhague, des accords de principe en ce sens.

Le problème

L'ouverture de la Cee aux pays de l'Europe centrale et orientale ne se discute pas; même c'est beaucoup plus qu'une ouverture, c'est la reconnaissance d'une même Europe et d'une même civilisation: la division de l'après-guerre a été artificielle et imposée. La Cee a prêté généreusement secours à ces pays dans le moment dramatique où ils avaient besoin de tout: genres alimentaires et de première nécessité, médicaments. La Cee est de loin leur premier marché d'exportation. La Cee est nettement en tête pour l'assistance technique et les financements de tout genre. Mais en même temps elle ne peut pas abandonner toute précaution puisqu'elle doit en particulier éviter que certaines importations soient effectuées dans des conditions qui perturberaient gravement le fonctionnement du marché commun et aggraveraient la crise économique et le chômage.

Les pays de l'Est sont aujourd'hui en mesure d'exporter essentiellement des produits sidérurgiques, des produits texti-

les et agricoles. Mais la sidérurgie communautaire est en train d'accomplir un difficile et douloureux processus de restructuration qui implique la fermeture de nombreuses installations et l'élimination de plus de 50.000 places de travail. Le secteur est en crise et les sidérurgistes soutiennent qu'une des causes de l'effondrement des prix est justement l'afflux d'acier de l'Europe orientale à des prix dérisoires. La situation n'est pas très différente pour les textiles. Et en agriculture les pays de l'Est ont perdu leurs marchés traditionnels et ils voudraient déversés dans la Cee leur production excédentaire de fruits et de légumes, de viande de boeuf et autres; mais la Cee détruit chaque année de grandes quantités de pommes, d'agrumes, de tomates et d'autres excédents de plantes potagères et elle a des stocks de viande invendue.

Si des marchandises on passe aux personnes, la situation n'est pas beaucoup plus facile. Le nombre de gens sans travail a dépassé dans la Cee 18 millions de personnes et il continuera à augmenter pour au moins un an. Promettre aux pays de l'Est d'accueillir des millions de personnes sans travail et sans aucune possibilité de le trouver de manière légale serait irresponsable; cela signifierait augmenter l'insécurité dans les villes, recourir à la clandestinité, l'intolérance des gens.

Quant aux perspectives de la future adhésion, elles doivent être clairement indiquées, mais sans de fausses promesses démagogiques: l'entrée dans la Cee ne sera pas possible jusqu'à ce que ces pays ne seront pas en mesure de respecter et appliquer intégralement les règles communautaires.

Les propositions de solution

La Commission de la Cee a tenté de concilier, dans un document de réflexion et de propositions en prévision du déjà mentionné Sommet de Copenhague, les exigences de l'ouverture et de la générosité

avec celles du réalisme et de l'honnêteté intellectuelle. Il faut envoyer aux pays de l'Europe centrale et orientale un message politique «fort», affirmer clairement les perspectives futures et en même temps évaluer attentivement ce qui est possible et opportun.

L'activité économique doit se développer le plus possible à l'intérieur des pays de l'Europe centrale et orientale, pour leur propre bien et pour leur avenir; les places de travail doivent donc être créées sur place, en évitant de laisser croire que le futur consiste dans un transfert de la population vers l'Occident. Les débouchés naturels pour leur production ne se trouvent pas seulement à l'intérieur de la Cee, mais aussi et surtout dans les échanges et la coopération réciproques (ils doivent surmonter les divergences et les méfiances entre eux et rétablir des relations de confiance et de collaboration). Les investissements arriveront dans la mesure où ils seront protégés et garantis.

Ces considérations et ces critères ont dicté le document de la commission de la Cee qui schématiquement propose de:

- affirmer de nouveau avec un message politique explicite que la Cee accepte comme objectif l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale, au moment où ils seront en mesure de: appliquer les règles communautaires; faire face à la concurrence de l'économie occidentale; garantir le respect de la démocratie, des droits de l'homme et des droits des minorités; faire marcher une économie de marché;

- intensifier le dialogue politique de manière à ce qu'il devienne permanent et structuré, avec des réunions périodiques à tous les niveaux. En somme, la création d'un «espace politique européen» élargi précéderait la création de l'espace économique unifié;

- accélérer et améliorer l'accès au marché commun pour les produits de ces pays. Il a été déjà beaucoup fait en ce sens mais avec des résultats pas toujours satisfaisants.

Contre la récession

Inversion de tendance

L'initiative de la Cee pour la relance de l'économie et de l'occupation ne prétend rien de miraculeux; on ne doit pas s'attendre le retour sensationnel à une expansion accentuée, ni à une réduction drastique du nombre des personnes sans travail. Mais ce serait une erreur de la minimiser. Les chiffres en eux-mêmes ne sont pas extraordinaires, mais ils ne sont même pas négligeables: d'après les calculs de Bruxelles, en 1994, devrait se vérifier une expansion supplémentaire de 0,6 la création d'environ 450.000 places de travail et un flux financier supplémentaire (investissements, activités) d'environ 35 milliards d'Écu. Et surtout, cette initiative devrait provoquer une inversion de tendance: après deux ans et plus de stagnation; face à une expansion à peu près nulle et en 1992 dans certains pays même négative et cette année inférieure à 1%, en 1994 se vérifiera une certaine croissance. Cette inversion de tendance devrait modifier la situation psychologique, si importante dans les circonstances actuelles. En présentant le 20 avril le plan au Conseil des Ministres de l'économie et des finances, la Commission européenne a souligné que «le rétablissement de la confiance dans les entrepreneurs et dans les consommateurs sera sans doute plus importante pour la reprise économique que l'impact direct quantifiable des mesures prévues».

Enfin, il faut éviter tant le triomphalisme que le scepticisme.

Trop peu? Les représentants des syndi-

cats, tout en appuyant l'initiative, l'ont estimée insuffisante par rapport aux exigences du moment, surtout du point de vue de l'occupation et ils ont réclamé d'autres mesures plus consistantes. A première vue comment leur donner tort?

Les personnes sans travail au sein de la Cee sont environ 18 millions et la création de 450.000 places de travail semble en proportion bien peu de chose.

Les économistes ont calculé que pour arrêter l'augmentation du chômage, le taux de croissance devrait monter à 2,5% et pour se mettre sur la voie d'une réduction efficace le taux devrait se situer entre 3 et 3,5%.

Le ministre italien du trésor M. Piero Barucci a déclaré son scepticisme au sujet des calculs qui ont amené les experts de Bruxelles à quantifier à 0,6% le supplément prévisible d'expansion, en observant avec un brin d'ironie que dans les calculs de ce genre la réponse des ordinateurs dépend des paramètres choisis par les auteurs de l'évaluation et introduits par eux dans les machines.

Les liens

Et en effet un Institut d'études de Paris, en partant de ces mêmes chiffres, mais en les insérant dans l'ordinateur avec des critères légèrement différents, a vu sortir une prévision d'expansion supplémentaire de 0,2%.

Comment se fait-il que malgré la gravité de la récession et son coût social très élevé

la Cee n'estime pas possible adopter dès maintenant des mesures plus énergiques et immédiates?

La raison essentielle est que la voie la plus rapide et simple pour relancer l'économie, c'est-à-dire l'augmentation des dépenses publiques pour donner un coup de fouet tant aux investissements qu'à la consommation, aujourd'hui, n'est pas possible pour la Communauté. La plupart des pays communautaires — tous sauf la France et le Luxembourg — accusaient des impasses budgétaires à la limite de ce qui pouvait être soutenu et ils ont accumulé des dettes publiques telles que loin de pouvoir relancer les dépenses ils sont obligés à les réduire. Le peu de rigueur dans la politique économique, la forme de certaines revendications syndicales, dans quelques cas les gaspillages et les abus dans l'utilisation de l'argent public, ont amené à cette situation; de plus le pays-guide, d'habitude «vertueux» dans le respect de l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'Allemagne, a dû payer le lourd coût de sa réunification en «désobéissant» lui aussi — même si pas de beaucoup et pour une période vraisemblablement courte — aux règles de l'Union économique et monétaire. Si la France a un certain marge de manoeuvre, c'est un marge très serré; quant au Luxembourg, son poids dans la situation communautaire globale n'est pas relevant.

Face à une telle situation, c'est indispensable sauvegarder ou reconstruire les conditions d'une croissance durable pour l'avenir, c'est-à-dire une expansion qui ne soit pas d'année en année vanifiée par l'inflation ou les dévaluations; ce qui implique la réduction des impasses budgétaires. Aujourd'hui, augmenter les frais cela voudrait dire dépenser de l'argent qui n'existe pas, c'est-à-dire créer une monnaie sans valeur ou gonfler encore plus la dette en déversant son coût sur les générations futures et en perdant la confiance des marchés financiers (c'est-à-dire la possibilité même de se procurer l'argent que l'on veut dépenser). Voilà pourquoi l'initiative de croissance de la

Cee ne peut pas être spectaculaire et elle ne peut pas se baser sur l'accroissement des dépenses publiques. D'autant plus que jusqu'à ce que la machine économique ne sera pas relancée, la faiblesse de l'activité comprime le jet fiscal et exerce une pression vers la hausse sur certaines voies de la dépense sociale, en compliquant encore plus la réduction des impasses budgétaires.

Mesures limitées mais de pointe

Dans les conditions décrites, l'initiative élaborée à Bruxelles n'implique pas des dépenses publiques supplémentaires, si non en une proportion minime, mais plutôt un usage plus avisé des disponibilités existantes en les adressant vers ces investissements qui ont un effet multiplicateur et en les complétant en recourant au marché des capitaux. Il faut remarquer que en dehors des budgets publics, les capitaux existent: l'euromarché est toujours abondant. Mais ceux qui économisent et ceux qui investissent cherchent des utilisations sûres et rentables; donc il faut rendre attrayants les investissements que l'on veut encourager.

Parallèlement, il faut agir sur la fluidité de l'économie et sur les autres facteurs.

Et toutes ces actions doivent être effectuées tant au niveau communautaire qu'au niveau national avec une coordination qui en multipliera les effets positifs. Les six points du programme tels qu'ils ont été exposés dans le texte officiel de la Commission européenne sont:

- l'attribution d'une plus grande priorité à la dépense publique pour les infrastructures et les autres investissements dans un compte capital et aux autres dépenses vouées à stimuler la croissance (par exemple les dépenses pour la recherche et le développement technologique);

- de nouveaux instruments et des incitations pour encourager les investissements privés;

- un soutien plus efficace aux petites et moyennes entreprises qui ont un remar-

quable potentiel de création de places de travail;

- des programmes de requalification et d'autres programmes d'instruction professionnelle afin de préparer ceux au chômage à trouver une place de travail et à améliorer la qualité et les capacités professionnelles de la force travail;

- contenir les rétributions, surtout dans le secteur public non seulement pour freiner les frais courants mais aussi pour encourager la modération salariale dans l'ensemble de l'économie en améliorant la compétitivité et en contribuant à réduire le chômage;

- des réformes structurelles pour améliorer le fonctionnement des marchés (en particulier celui du travail) pour favoriser la concurrence et éliminer les distortions.

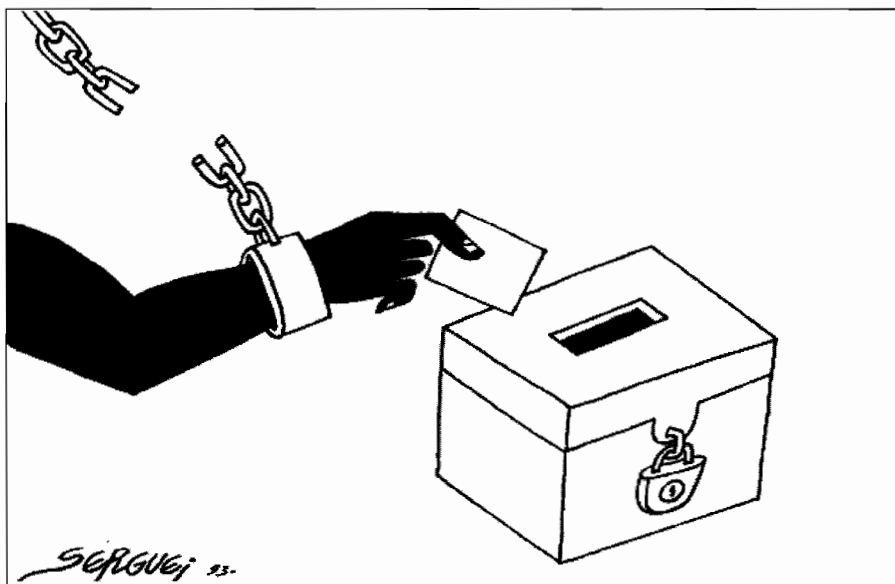
La Cee intervient directement à côté des Etats, dans les premières quatre, des six actions citées.

Toutes ces initiatives ne peuvent pas avoir un considérable impact sur l'opinion publique puisqu'elles sont difficilement perceptibles par elle et leur influence

serait en définitive bien faible si elle n'ira pas au-delà des effets directs.

Mais le monde de la finance et de l'industrie est très sensible à certains de ces aspects et surtout à Bruxelles on estime que ce plan pour la croissance et l'occupation représente le point de départ d'un mouvement qui doit être accompagné et suivi par des événements beaucoup plus visibles comme: le renforcement du marché sans frontières; l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht qui rendra définitif le calendrier pour l'Union économique et monétaire (Uem); des réductions ultérieures des taux d'intérêt à court terme; le retour à une stabilité plus grande des monnaies (qui dépendra en grande partie des deux facteurs qui précèdent): la conclusion de la grande négociation commerciale internationale dite Uruguay Round, qui relancera les échanges du monde.

Si tous ces facteurs se concrétiseront au cours des prochains mois comme on espère à Bruxelles, une nouvelle phase d'expansion et de renforcement de la Cee commencera avant la fin de l'année.



27 avril 1994: les premières élections multiraciales en Afrique du Sud.

Les Balkans et le non-sens des conflits «religieux»

de Leonardo Casini

Le maudit enchevêtrement des Balkans, si dramatique, violent, sanglant, sans que s'entrevoient de possibles trêves, si difficilement compréhensible même si nous sommes si proches, dans toutes ses bigarrés composantes et ethnies en lutte, a sans doute et surtout des signalements ethniques. Mais il a aussi, de manière explicite et déclarée, des valences religieuses archaïques et anachroniques dans l'époque de la tolérance, de l'oecuménisme, de la grande, universelle convergence des religions dans la commune promotion de la paix et de l'entente entre les peuples, dans les valeurs communes de l'amour entre les hommes et pour l'humanité, dans le secours de qui souffre, dans la dénonciation de l'injustice et dans la condamnation commune de la violence.

Cela vient spontanément de se demander comment ce fait-il que des doctrines, des idéaux et des messages de paix aussi forts et profonds puissent être aussi déformés tels à se transformer en des motivations d'opposition, de conflit, de haine jusqu'à la violence et à une guerre sans fin.

L'Europe a connu pendant des milliers d'années, dans des époques de religiosité encore intolérante et pour de nombreux aspects primitive (même si pour d'autres aspects très riche de spiritualité et de maximes), la barbarie des guerres de religion, des tueries ayant comme fin l'unité «sacrée» de la civilisation européenne, les massacres des hérétiques et les croisades contre les infidèles. Mais à partir du XVII^e siècle, la culture laïque et religieuse a muri des idéaux de tolérance, de non violence, d'ouverture et d'amour plus conformes et fidèles au message évanlégi-

que à l'origine. Le Concile Vatican II a sanctionné solennellement les principes de la liberté religieuse et les droits inaliénables des consciences.

Malgré cela, malheureusement, restent ici et là des réserves d'haine et de violence religieuse jusqu'au terrorisme, comme en Irlande entre les catholiques et les protestants et dans l'Est européen contre les juifs; maintenant, plus sanguinaire et interminable que jamais, le conflit entre les chrétiens et les musulmans dans l'ex-Yougoslavie.

Cette fois-ci ce sont les chrétiens, dans l'époque d'un oecuménisme toujours plus diffus dans les âmes et dans la vie des croyants, promu par les sommets de toutes les religions, qui attaquent pacifiquement les musulmans, coupables uniquement de leur diversité confessionnelle. Naturellement personne n'est aussi ingénu de croire seulement à des raisons religieuses dans un conflit pareil et de ne pas comprendre qu'il sert seulement de couverture pour des fins de pouvoir et de vexation de nature bien différente. Mais la motivation religieuse, bien que ce soit un prétexte, fait malgré tout réfléchir. Voyons ensemble quelques aspects moins évidents.

Les hommes «animaux rationnels», sont poussés par une multitude de composantes contradictoires: les égoïsmes, les altruismes, les idéaux, les intérêts, les sentiments, les besoins, les instincts, les vices, les vertus; parfois l'emportent les uns et parfois les autres, à selon des caractères et des circonstances. La rationalité et l'équilibre intérieur n'arrivent pas toujours à grouper dans un ensemble harmonieux la

complexité de ces tensions de l'âme humain et même les hommes les meilleurs en sont écrasés. Les idéaux éthiques, la foi religieuse, les passions politiques, idéologiques se transforment souvent dans l'âme humain en des instruments de pouvoir, qui couvrent bien autre chose de ce qu'ils proclament. Souvent la faiblesse et la fragilité des personnes a besoin de références collectives d'identification.

La religion parfois le devient, faite abstraction presque totalement de ses contenus et de ses valeurs, elle est déformée en appartenance exclusive, sectarisme, fanatisme. De là à la violence et à la guerre le pas est bref. Mais il faut bien comprendre qu'il s'agit d'une déformation causée par des nécessités profondes et irrationnelles, qui n'ont rien à faire avec le message religieux dont ils se font les paladins, même en bonne foi. Autrement la transgression continue et la désobéissance aux hiérarchies religieuses qui se battent tenacement pour la paix et l'amour ne

s'expliqueraient pas.

Il existe dans chaque foi et dans chaque conviction un minimum, indispensable aspect d'«intolérance»: la vérité comporte la négation de l'erreur, l'intolérance vers celle-ci, autrement ce serait l'indifférence, le scepticisme total et le nihilisme.

Mais il se compose et se fond avec l'amour, le respect de la personne, la solidarité, l'élan du pardon et de la compréhension. Lorsqu'il reste tout seul pour se fondre avec des instincts beaucoup moins nobles et agressifs, il devient un éclat devenu fou et dangereux pour l'humanité. Seulement si ceux dans lesquels se vérifie cette scission sauront retourner aux origines de leur foi, en surmontant, au nom et en honneur de ces valeurs qu'ils proposent, les intérêts, la haine et les discriminations ethniques absurdes, des pas décisifs vers une paix stable pourront être faits.

Leonardo Casini



(Le Monde)

LA FEMME EN EUROPE



La libération et la violence sexuelle: une contradiction dans l'époque de l'après-féminisme?

Une mûre femme-manager, directeur d'une société, importune pendant des années un jeune employé, en l'obligeant à la fin à faire l'amour avec elle, sous peine d'être licencié. Il y a quelques ans — si je me souviens bien — trois jeunes filles se renferment dans une chambre avec un jeune homme et elles le «violent» plusieurs fois. C'est ainsi qu'ici et là dans les quotidiens — mais encore plus dans les illustrés — commence à apparaître un aspect un peu inédit de la femme pour ainsi dire «libérée» — qui ne résiste pas à ses instincts sexuels à tel point d'arriver à la violence sur l'homme, en renversant les rôles et les comportements enracinés, ataviques et encore de loin les plus prédominants.

Mais il s'agit surtout de curiosités piquantes, d'événements rares, auxquels le public n'est pas habitué et donc propres à «faire du bruit». Mais il s'agit aussi de signes importants d'une violence sexuelle en croissance dans notre civilisation dont les protagonistes sont dans la plupart des cas des hommes.

Naturellement la violence des hommes sur les femmes est bien plus grave et même pas le nombre toujours plus impor-

tant de dénonciations à ce sujet n'arrivent plus à faire du bruit. Au contraire leur multiplication semble diminuer la sensibilité et la capacité d'indignation de l'opinion publique, qui est un symptôme d'importance fondamentale pour évaluer le sens moral et la civilisation éthique et juridique d'un pays.

C'est de ces jours-ci la bouleversante et inquiétante nouvelle — qui a justement soulevé de vives protestations et polémiques aux tons plutôt durs — d'un arrêt de la Cassation italienne qui absout un mari, clairement coupable de violences sexuelles à l'égard de sa propre femme, justement parce que son mari, donc en droit — selon la Cour — d'utiliser n'importe quel moyen de «conviction» ou pour mieux dire de contrainte pour «sauver» un ménage tenacement refusé par la femme. Mais sous un tel arrêt oeuvre encore l'idée archaïque et abérrante de la «possession» de la femme de la part de son mari comme un objet dont on peut faire ce que l'on veut, à l'abri de l'institution matrimoniale.

La magistrature italienne, ou du moins les membres responsables d'un tel arrêt, se présente donc après trente ans de fémi-

nisme bien plus rétrograde des sommets de la hiérarchie catholique, qui depuis des années condamnent la violence sexuelle entre les murs domestiques et ne la justifie pas du tout avec le sacrement matrimonial. Au contraire elle est condamnée justement au nom de ce sacrement.

Mais au-delà des journaux et de la vie de tous les jours cela vient naturel de se demander comment se fait-il que dans l'ère de la libération sexuelle il y ait un si grand recours à la force, lorsqu'aujourd'hui, vivre sa propre sexualité est accepté, légitimé et considéré normal et naturel tandis qu'autrefois la répression et les tabous obligeaient surtout la femme — mais de conséquence aussi l'homme — à inhiber sa sexualité ou à la satisfaire avec le subterfuge, la ruse et la violence — donc — de manière scindée, contradictoire, double? Pourquoi tandis que la sexualité libérée est toujours plus diffuse, se propage en même temps une sexualité violente?

Les hypothèses et les explications à ce sujet sont nombreuses et différentes; nous en hasardons quelques unes qui pourront du moins amener à réfléchir sur ce sujet.

D'abord on peut supposer que la libération sexuelle dans ces aspects les plus évidents et parfois inférieurs puisse exaspérer le désir et les tendances instinctives les plus naturelles et licites. Surtout la femme cherche à dévoiler et à valoriser le mieux possible sa beauté, mais aussi ses formes; les médias — le cinéma, la télévision, les journaux, la publicité — nous harcèlent d'images sexy et font donc du sexe une industrie très puissante que nous pourrions appeler l'«aliénation imaginaire» du sexe: d'un côté ils idéalisent et exaltent le sexe à travers les images de corps merveilleux, en réalité rares, qui servent de multiplicateurs de cette fonction fondamentale du sexe qui est l'imagination, mais sans lui offrir d'autre part sa jouissance naturelle et sa satisfaction concrète; de l'autre côté ils libèrent totalement le sexe de la sphère des sentiments, de l'amour, du rapport intime et interpersonnel en en déformant ainsi son essence

la plus précieuse. Il arrive donc que le désir puissamment réveillé surtout dans des personnes fragiles et non mûres, et scindé de ce qui l'humanise, le rapport interpersonnel, est investi sur des personnes qui n'entendent pas du tout l'accepter, ce qui entraîne des comportements aberrants jusqu'à la violence.

L'autre fait assez évident, c'est que aujourd'hui la femme a toujours moins de freins à dénoncer les agressions (tandis que l'homme en aurait peut-être plus pour la peur évidente d'apparaître comme le «chaste Joseph») et les violences subies, qui autrefois parradoxalement se retournaient contre la femme elle-même qui, même si d'accord, perdait sa pureté en compromettant la possibilité de se marier ou apparaissait de toute manière une vaurienne en mettant en danger son mariage ou sa dignité et son bon nom. Et de plus, la femme avant le féminisme acceptait et subissait comme un fait naturel de sa condition subordonnée par rapport à l'homme la violence de l'homme. Pour ces raisons on pourrait penser que ce n'est pas tellement le pourcentage de violence sexuelle qui a augmenté, mais ce sont ceux qui la subissent qui ne sont plus disposés à l'accepter jusqu'à avoir le courage de la dénonciation publique et légale des violences subies.

Une fois mis au clair ces points manifestes, il faut faire des réflexions plus approfondies des racines premières et moins évidentes de ce phénomène. L'économie de l'espace ne nous permet pas trop de nous arrêter, mais nous tenterons de signaler quelques raisons moins superficielles de cette réalité aussi bigarrée et complexe, aux origines obscures dans les enchevêtrés labyrinthes de l'âme humain.

Nous avons cherché d'individualiser la portée et la perversion de la violence de l'homme sur les femmes. Ceci dit il faut toutefois aussi admettre que la subtile et souvent rusée oeuvre de séduction féminine — même pour des fins étrangères à la sphère des sentiments, par intérêt, carrière, pouvoir, argent ou pour des avantages d'autre genre — peut parfois constituer le

pendant féminin de la violence de l'homme, surtout aux égards de ces sujets psychologiquement instables, ingénus et sentimentalement plus vulnérables.

Il ne s'agit certainement pas de véritable violence dans le sens propre du terme, mais de quelque chose d'ambigu, d'une forme de pouvoir et de «plagio» de la femme sur l'homme — impunie et impunissable par la loi, tout au plus par qui en est victime, qui peut uniquement tenter de se soustraire — qui arrive souvent à l'impliquer de manière totale jusqu'à le bouleverser parfois même de manière ruineuse et dévastante. On peut bien sûr objecter que l'homme aussi peut séduire la femme et de façon analogue et autant ruineuse; mais ce genre de séduction est en large mesure une prérogative féminine. C'est une arme aussi ancienne que l'humanité, nous ne prétendons dire rien de particulièrement nouveau à ce sujet; mais il faut toutefois remarquer que dans la société moderne, qui voit croître continuellement et heureusement la présence et le rôle de la femme dans ses ganglions vitaux et voit dans l'époque du féminisme tant de «femmes en carrière» paradoxalement et de manière contradictoire se développer toujours plus la sphère du charme pour ses propres fins qui sert de multiplicateur — justement pour ces perspectives qui s'ouvrent à la femme — de ce genre de séduction.

Si donc celle-ci ne peut pas être considérée comme une violence c'est toujours une insinuante, subtile, habile et rusée forme d'exploitation. Presque toutes les femmes, en mesure plus ou moins grande, énorme ou minime, savent dès leurs premières années de vie de posséder un pouvoir de séduction sur les hommes. Il y a qui l'utilise honnêtement dans le jeu naturel des rôles et qui l'exploite sans limites et scrupules. Beaucoup de femmes savent d'être séduisantes et de pouvoir ainsi surmonter des obstacles autrement insurmontables, interdits dès le début à l'homme, d'être toujours ou presque toujours maîtresses de la situation et cette arme est utilisée avec une habileté extrême. Et elles savent aussi que l'homme est en général

assez moins astucieux qu'elles, qu'il est ou «veut» être plus ingénu et linéaire, dans certains cas sans défenses et victime tout d'abord de ses propres émotions et donc du charme féminin. De quel côté est donc la violence? En sens strict, comme violence physique, sans doute du côté de l'homme. Mais si nous admettons qu'il existe une violence subtile, psychologique, la violence du pouvoir de l'ambiguïté et de la duplicité mentale, le discours pourrait s'élargir et la confrontation homme-femme pourrait devenir bien plus complexe.

Une véritable libération de la femme, une libération sexuelle qui ne tombe pas dans l'aliénation et la banalisation de cette dimension aussi complexe et délicate qui est la sexualité, doit introduire des comportements et des valeurs plus positifs et humains, pleinement mûris et constructifs dans le rapport entre les sexes. Seulement lorsque la sexualité devient l'expression de la globalité de la personne, dans sa pleine dignité et dans le respect de ses dynamiques les plus intimes, des sentiments, des valeurs, c'est seulement à ce moment là que l'on peut dire que de l'émancipation des vieux tabous — qui pourtant avaient leur raison d'être, bien que dans leur primitivité — naît quelque chose de véritablement nouveau et positif. Cela semble banal, mais la nature humaine est un tel ensemble de passions, sentiments, instinctualité anarchique et inhibition, de besoins et de désirs, de rationalité et d'irrationalité — même dans les personnes les plus mûres et responsables ou qui semblent être telles (les surprises sont à l'ordre du jour) — que ces «banalités» doivent être toujours proposées à nouveau, méditées, vécues concrètement dans la chair, le sang, dans les sentiments des personnes. Peut-être cette tâche durera autant que l'histoire de l'humanité, peut-être l'humanisation des vécus et des comportements sera un idéal — ou une utopie? — jamais pleinement rejoint. Toutefois nous sommes confortés par la constatation que dans la plupart des gens opère tout de même une sagesse innée.

Leonardo Casini

Montesquieu fédéraliste et l'esprit d'Europe

de Paolo Alatri

Montesquieu a été défini «un génie» même par qui — comme Dupont de Nemours, l'un des plus grands représentants de l'école physiocratique — était son adversaire et en repoussait le système. Et effectivement Montesquieu domine largement son siècle: créateur de la sociologie et de la science politique moderne, dont il a imposé le vocabulaire, il est un penseur si complexe que, encore aujourd'hui, on ne cesse pas de l'interroger pour mieux en saisir sa

pensée et toutes ses implications. C'est extraordinaire, par exemple, que l'idée d'une Europe unie fédéralement, une idée si actuelle, ait été présente et avec tant de force dans l'esprit de Montesquieu, il y a deux siècles. Celle de Montesquieu, qui accorde à l'Europe un privilège pour sa position et sa fonction dans le monde, est certainement une idée eurocentrale, mais qui regarde toujours aux rapports entre l'Europe et le reste du monde.

Il existe, pour Montesquieu, un «esprit de l'Europe», tandis qu'on ne peut pas dire la même chose de l'Asie; et de toute manière l'Europe est le continent de la liberté, tandis que l'Asie est la terre du



Charles Louis de Montesquieu.

despotisme. Et Montesquieu se sent — et il le dit — citoyen européen encore avant et plus que citoyen français.

Peut-être la complexité de sa pensée fait corps avec une certaine ambiguïté de sa part, qui laisse ouvertes les plus différentes interprétations de son système politique, confié à l'Esprit des lois et aux Pensées. Cela a pu être constaté au cours des quatre jours du Congrès international sur l'Europe de Montesquieu qui s'est tenu il y a quelques temps à Gênes, organisé par la

Société Montesquieu et la Société italienne d'études sur le XVIIIe siècle. Pour Montesquieu l'Europe est la terre de la liberté, de la modération, des diversités qui doivent être reconnues et respectées. Ce principe de l'équilibre des pouvoirs est pour Montesquieu valable tant sur le point international que sur celui intérieur de chacun des Etats qu'il voudrait voir fédérés. Mais comment passer de l'unité culturelle à l'unité politique? Et comment assurer l'équilibre des pouvoirs dans chacun de ses Etats?

Ainsi que l'a soutenu Furio Diaz dans sa relation, le choix du système institutionnel, à citer comme modèle, laisse

ouverte la possibilité de le considérer tant comme ouvert au futur que comme replié sur le passé. D'un côté, en effet, il ne se fatigue pas de mettre en garde contre le despotisme, de l'autre il déclare toutefois que la manière de conjurer un tel danger est de faire en sorte que le pouvoir monarchique soit limité par ces «corps intermédiaires», comme les parlements français du XVIII^e siècle, qui étaient des organismes d'origine féodale, des citadelles de la noblesse conservatrice et des tenaces adversaires des réformes.

Non pas par hasard, ainsi que l'a démontré le studieux anglais Patrick Courtney dans un essai qui vient d'être publié en deux volumes titré *Lectures de Montesquieu*, par l'Editeur Liguori et qui rassemble les actes du Congrès de Wolfenbützel de 1989, les protagonistes de la Révolution française, cinquante ans après la publication de *L'Esprit des lois*, se sont divisés entre ceux qui le considéraient un précurseur des profonds bouleversements du système politique français effectués à partir de 1789 et ceux qui, au contraire, le condamnaient comme prisonnier des préjugés de sa classe (le baron de Montesquieu était président d'un de ces parlements) et visaient à assurer à la France un système institutionnel modelé sur celui britannique, dans lequel la limitation des pouvoirs monarchiques est garantie non

pas par les vieux «corps intermédiaires» mais par un parlement moderne, électif et représentant réellement la nation.

Néanmoins, l'ambiguïté du choix de Montesquieu, qui d'un côté vise à une monarchie «constitutionnelle», mais de l'autre pense que celle-ci puisse être une monarchie limitée dans ses pouvoirs par des vieux organismes comme les parlements, a fait en sorte que sa pensée ait donné lieu aux plus différentes et même opposées interprétations, qui se sont reproduites aussi au Congrès de Gênes. Lequel, toutefois, a eu le grand mérite de réaliser un vaste tour panoramique sur tous les aspects et sur toutes les implications de la pensée de Montesquieu: l'identité de l'Europe et de l'ordre européen, l'Europe et le monde extraeuropéen, l'Europe de Montesquieu et son influence, l'option entre démocratie et despotisme, notre Pays vu par Montesquieu, et ainsi de suite. Lorsque les actes du congrès de Gênes seront publiés (et ce sera un volume bien consistant!), nous aurons un «corpus» critique d'une valeur inestimable, tel qu'on ne pourra plus se dispenser de faire les comptes sans lui, pour réfléchir sur le grand penseur.

Paolo Alatri

Tiré du «*Corriere della Sera*»

LA LIBRE CIRCULATION RENVOYEE AU 1ER DECEMBRE

1er juillet - Bruxelles - La convention de Schengen sur la libre circulation des personnes au sein à neuf pays de la Communauté entrera en vigueur le 1er décembre. Les derniers problèmes concernant les contrôles aux frontières extérieures de la Communauté et la lutte contre le trafic de la drogue. Reste maintenant à gagner le consensus de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark. Avec l'entrée en vigueur du Traité qui prend le nom de la petite ville luxembourgeoise où il a été signé, seront abolis les contrôles aux douanes et de la police aux frontières intérieures de la Cee. Ceci sera valable aussi pour les aéroports où les passagers qui proviennent des vols «communautaires» seront traités comme ceux des vols nationaux.

Fils unique et commerce libre: la recette de la Chine d'aujourd'hui

Au «Marco Polo» de nos jours, la Chine se présente comme une réalité bigarrée où au passé s'oppose un futur fait d'attentes et d'espoirs annonciateurs de succès.

Les gratte-ciels qui se dressent sur les quartiers qui rappellent les «Bassi» de Naples ou la «Vucciria» de Palerme, renferment une réalité sociale problématique et séduisante, pour nous encore toute à découvrir. C'est la Chine des contradictions, aux tons forts et nuancés, la Chine, dernier rempart d'un communisme de nom, après que celui de la conception globale de la société sans classes et inégalités a disparu ensemble à une grande partie de l'organisation communiste de l'économie.

L'imaginaire de l'occidental en visite dans ce grand pays ne trouve pas de correspondance dans le quotidien qui, abandonné son «uniforme bleu» dans les marchés pour étrangers, témoigne à chaque instant la retrouvée tradition d'opérosité, d'invention, de talent commercial qui pendant des siècles a caractérisé ce peuple.

Libres des liens de l'économie communiste, les chinois se sont projetés dans la réalité d'aujourd'hui avec l'enthousiasme et l'élan fébrile de qui a finalement l'occasion de rattraper le temps perdu. Mais cette agitation, cette grande envie de faire, se cotoie encore à une bureaucratie de régime qui tend à ralentir le processus de renouvellement désormais inexorable car voulu d'en haut et bien accepté d'en bas.

Aujourd'hui, en Chine, le communisme vidé de ses contenus péculiaires, semble pouvoir être résumé dans deux impératifs catégoriques: produisez et mettez au mon-

de un seul enfant, enrichissez-vous et nourrissez bien votre seul enfant.

Et oui, car le jeune couple qui souhaite fonder une famille, sait fort bien qu'il ne pourra avoir qu'un seul enfant; si ensuite il sera en mesure de démontrer concrètement sa capacité économique afin d'élever un deuxième enfant, alors il pourra se payer cette deuxième joie.

Dans cet état de choses et étant donné que le fils mâle est préféré, cela n'étonne pas le phénomène de l'excédent de filles abandonnées et donc pouvant être adoptées par rapport au plus chanceux garçons. L'autre moitié du ciel, impérieusement bleu ciel dès la plus haute antiquité, est punie encore une fois car «rose».

En parcourant les rues des villes chinoises, tant au Nord qu'au Sud, l'impact avec cette nouvelle réalité sociale et économique est immédiat: de beaux enfants rubiconds, sûrement en surpoids, se promènent tenant par la main leurs mamans orgueilleuses de tant de «richesse», mais le plus souvent tenant la main de leurs grands-parents eux aussi contents d'élever les enfants de leurs enfants occupés à effectuer leur deuxième, troisième et même quatrième travail toujours plus toléré et favorisé par les autorités.

Les nombreux étalages alignés dans les rues de chaque zone de la ville, montrent à la population fourmillante une abondance de marchandises, surtout de genre alimentaires, qui font venir à la mémoire par contraste les images désolantes malheureusement encore habituelles renvoyées par nos télévisions de marchés et de maga-

sins de ces pays occidentaux qui viennent de sortir d'un communisme moins «astucieux».

L'alchimie des combinaisons dans cette zone du monde est en train de donner de bons résultats: en effet le seul mérite de ce communisme anormal qui étonne le monde entier, est certainement celui d'avoir osé une réforme de l'économie en suivant des schémas exquisément capitalistes qui l'amèneront le plus tôt possible à l'état de «marché», en faisant devenir la Chine un redoutable concurrent pareil au Japon.

Ce qui frappe de cette transformation par rapport à celle des autres pays asiatiques, c'est la rapidité de la réalisation qui fait de M. Deng Xiaoping un nouveau Machiavel aux yeux en amande.

L'idée du profit, qu'il y a quelques années semblait presque sacrilège, en 1992 a été certainement une poussée vitale pour les ventes qui, en tout entre le détail et l'échange, ont dépassé les 270 mille milliards de lire, avec une augmentation de 15% par rapport à 1991. Et au cours de l'année 1993, les prévisions des autorités de Pékin sont concordes à croire que cet indice est nettement en montée.

Le volume des ventes au détail a été très élevé; l'augmentation, à l'intérieur du pays, des consommations met en évidence une nette amélioration des conditions de vie des familles chinoises surtout dans les grandes villes.

Leurs magasins pullulent de gens occupés à acheter tout genre d'articles; la

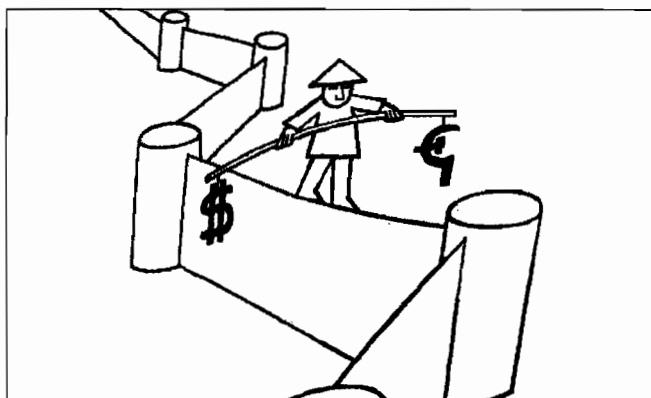
fièvre des achats semble exorciser un passé pas très loin de souffrance et de privations, lorsque les fruits et les légumes à Pékin étaient une marchandise rare et l'uniforme bleu, même celle du citoyen moyen était toute une «broderie».

Aujourd'hui, Pékin, ville du Nord par excellence, ville des services et capitale d'une «idée» toujours plus nuancée, apparaît à l'occidental à la recherche d'affaires et au touriste à la recherche d'émotions un peu rétro, avec toutes ses contradictions.

Ici, le Fast Food de Mac Donald, le premier de toute la Chine communiste, symbole de cette civilisation occidentale si «envahissante» mais aussi tant rêvée, vit parallèlement à la Ville Interdite où le présent conserve intacte la magie du passé.

Les rues en quadrillage de Pékin, rigoureusement contrôlées aux points nodaux par des agents de police diligents et par des anciens recyclés conformément au Plan social, sont inondées dans la voie qui leur ait réservée par des milliers de bicyclettes qui ne sont plus un «status symbol», mais le moyen écologique privilégié d'un pays qui inflige inflexiblement une amende au citoyen surpris à cracher par terre sur la place Tienanmen après avoir été obligé à nettoyer immédiatement avec un mouchoir et qui, en juin 1989, a permis que la grande esplanade soit trempée du sang de ceux qui n'étaient pas du même avis.

A.M.D.P.



L'Europe de l'électricité avant la fin du siècle

Victime du demi-siècle durant de la coupure de l'Europe en deux blocs rivaux, l'interconnexion des réseaux électriques européens est en cours de réalisation. Une fois faite, elle permettra d'importantes économies d'échelle.

En dépit de la chute du mur de Berlin, il est toujours aussi difficile — pour ne pas dire impossible — de faire transiter de l'énergie électrique d'Europe de l'Ouest vers les anciens pays socialistes, et inversement. Les systèmes électriques ne sont pas interconnectés. Deux réseaux principaux se font face. Lancée à la fin des années 50 dans la partie ouest, l'interconnexion est effective pour les 12 pays (1) de l'Union pour la coordination de la production et du transport de l'électricité (UCPTE). L'ensemble de leurs moyens de production tournent à une vitesse identique (d'où la même fréquence). L'évolution a été parallèle à l'Est où, depuis 1988, tous les pays de l'ex-bloc socialiste, Russie comprise, sont connectés entre eux.

Les deux Europes de l'électricité représentent *grosso modo* une puissance comparable (220 000 mégawatts en pointe).

De part et d'autre, la fréquence nominale est identique (50 Hz).

Mais le synchronisme diffère. Résultat pratique, aucune ligne électrique ne relie directement les deux anciens blocs. Ils restent isolés l'un de l'autre. Garantie d'être secouru en cas de problèmes techniques, possibilité d'importer de l'électricité à moindre coût (ou d'en exporter): chacun trouverait son compte à l'interconnexion des réseaux même si, dans un premier temps, l'investissement s'annonce coûteux, de l'avis des responsables d'Eurelectric, le groupement des électri-

ciens européens, qui organisait récemment à Vienne, en Autriche, une rencontre sur ce thème. Coûteuse donc mais en bonne voie de réalisation. Avant la fin de 1993, l'interconnexion entre les deux anciennes Allemagnes sera effective. A l'horizon 1997-1998, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, à leur tour, seront raccordées au réseau ouest-européen. L'inventaire des modifications à apporter à leurs installations est en cours. Viendront ensuite la Roumanie et la Bulgarie. Ne restera plus que la CEI, candidate, elle aussi à l'interconnexion. Mais l'ampleur de cette dernière tâche est telle que, selon les responsables d'Eurelectric, elle paraît difficilement réalisable avant la fin du siècle dans le meilleur des cas.

Placé, en quelque sorte, en bout de ligne par la géographie, EDF, dont le directeur général, M. Jean Bergougnoux, assure actuellement la présidence d'Eurelectric, devrait être un avocat timide de l'interconnexion des réseaux européens. Au-delà de 1.500 kilomètres, en effet, le transport d'électricité, et partant son exportation, ne se justifie plus du point de vue économique à cause des pertes physiques.

EDF a une autre idée en tête: sortir de l'Hexagone et devenir à l'étranger un producteur-exportateur d'électricité. Un premier projet ayant échoué avec la Hongrie, c'est désormais vers la Slovaquie qu'EDF tourne les yeux.

Et, «d'ici trois ou quatre ans», selon M. Bergougnoux, exporter une partie de la production vers le sud de l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche.

Jean-Pierre Tuquoy

De Bruxelles à Strasbourg

Revue de l'activité communautaire

par Manlio Contri

LA CONFERENCE DE L'ONU SUR LES DROITS DE L'HOMME

14 juin - Vienne - La conférence mondiale sur les droits de l'homme a risqué de naufrager dès le début dans la tentative de traduire les énonciations de principe en une action efficace de la Communauté des Nations qui mette vraiment une barrière aux violations systématiques de ces droits dans chaque coin du monde. Les délégués de 160 nations ont constaté que le nouvel ordre mondial n'a pas porté partout la paix et la démocratie mais une recrudescence des conflits ethniques et raciaux, le plus sanguinaire desquels, celui en Yougoslavie, se déroule à une centaine de kilomètres du siège du Congrès. Convoquée pour la première fois après un quart de siècle, la conférence est parvenue dans sa phase préparatoire à élaborer une possible recette. Il s'agit de créer un organisme de contrôle qui ait des pouvoirs effectifs d'intervention en défense des droits de l'homme dans tous les pays où ceux-ci sont violés. Sur cette énonciation, toutefois, s'est ouvert un conflit entre l'Occident démocratique et de nombreux représentants du Tiers Monde et de l'Asie qui voient dans un hypothétique organisme de contrôle une forme d'ingérence dans les affaires intérieures de chaque état individuellement. La Chine, par exemple, à travers son porte-parole le ministre des Affaires étrangères M. Liu Huaqui a soutenu que chaque pays a le droit de soutenir sa propre idée sur les droits de l'homme. La Conférence a décidé l'institution d'un tribunal international contre les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie qui sera opérationnel à partir du mois de septembre.

**La nouvel ordre
mondial
a-t-il échoué?**

CUBA FAIT MARCHÉ ARRIÈRE

15 juin - Washington - Premier signe de fléchissement de Fidel Castro face aux pressions des Etats-Unis. Le gouvernement de La Havane a annoncé dans la première page du journal de régime «Granma» qu'il réduira les rangs de son armée et qu'il est

prêt à discuter avec Washington le paiement pour les propriétés confisquées à l'époque de la révolution. Celle-ci était l'une des plus grandes raisons de la tension entre les deux pays et une des principales conditions posées par les Etats-Unis pour rouvrir le dialogue avec Cuba, interrompu à l'époque de Kennedy. La réduction des forces armées qui compte 80 mille soldats et un million et demi de miliciens est peut-être dûe à la crise économique de Cuba provoquée par la fin des aides économiques de l'Urss et une saison de pluies ininterrompues qui ont réduit la récolte de la canne à sucre principale ressource du pays.

LA BOSNIE DIVISEE EN TROIS ETATS

16 juin - Zagreb - A la Conférence de Genève sur la Bosnie, les serbes et les croates ont signé un accord sur la création de trois états indépendants sur la base ethnique qui se partageront la Bosnie actuelle. La décision est une victoire pour le leader des serbo-bosniaques M. Rodovan Karadzic qui depuis longtemps demandait le démantèlement de la République de Bosnie et la création de trois entités distinctes. C'est une défaite au contraire pour le gouvernement musulman de Sarajevo auquel irait seulement les zones Sarajevo, Zenica, Tuzla et l'anse de Bihac. En signe de protestation le président musulman M. Izetbegovic a abandonné la table des négociations. Le plan Vance Owen a été ainsi enseveli.

**Victoire
pour M. Karadzic
et défaite
pour Sarajevo**

BALLOTTAGE POUR LES ADMINISTRATIVES EN ITALIE

20 juin - Rome - Démantèlement confirmé au ballottage pour les élections administratives après le premier tour du 6 juin. A différence des précédentes consultations qui voyaient de petits déplacements entre les partis; cette fois-ci les résultats voient la dégringolade de la plupart des partis traditionnels à l'exception des ex-communistes du Pds dont les électeurs ne semblent pas avoir été troublés par les effets des récents scandales qui ont concerné aussi le parti du Chêne. A Milan, a de loin gagné la Ligue qui propose le tournant fédéraliste, mais dont les objectifs ne sont pas encore clairs. A Turin s'est imposé le candidat du Pds et celui de l'Alliance qui a conquis l'électorat centriste. Jamais aussi en bas la Démocratie-Chrétienne qui est depuis 45 ans le parti de la majorité relative et qui a obtenu seulement 9 maires sur les 145 qui devaient être élus. Des places de premier citoyen seulement 73 sont allées au Pds et aux listes reliées à lui, 22 aux listes civiques locales, 16 à la Ligue Nord, 9 comme il a été dit à la DC, 4 aux listes mixtes du centre, 9 au Mouvement social, 7 à la «Rete», 2 au Parti Socialiste et 2 au Parti républicain. En premier lieu — on commente — les élections politiques se tiendront avec un système électoral très différent de celui utilisé dans les communes qui ont plus de 15 mille habitants. Difficilement le Pds pourra faire étalage d'un grand pouvoir coagulant vers la gauche et vers la droite qui a été son principal

**Révolutionnée
la scène
politique**

Le puzzle non résolu

atout dans les deux tours de juin. Deuxièmement c'est difficile que la défaite démocratechrétienne et des partis laïcs n'entraîne pas des contrecoups et ne mette pas en marche des processus de régénération et recomposition sur le versant du rangement politique. Pour ce qui regarde la Ligue Nord, elle est désormais dominante dans la partie la plus riche du pays, mais seulement dans celle-ci. En substance le puzzle italien n'est pas du tout résolu.

Commentaires en opposition

CONCLU LE SOMMET DE COPENHAGUE

22 juin - Copenhague - Commentaires en opposition au sommet européen. Satisfaits les protagonistes des Douze, déçu le Parlement européen. Pour la relance de l'économie, l'un des principaux thèmes à l'ordre du jour, le Conseil des Chefs d'état et de gouvernement a accueilli favorablement les idées présentées par le Président de la Commission M. Jacques Delors dans son document titré «A l'aube du XXI^e siècle», axé sur l'investissement dans la recherche et les grands réseaux de communication, ainsi que sur la formation, le dégrèvement fiscal sur le travail et l'amélioration du marché du travail. Le Conseil a invité la Commission à présenter un «livre blanc» sur la stratégie de la croissance, de la compétitivité et de l'occupation qui sera examiné au Conseil Européen de décembre 1993. Les ministres de l'économie et des finances ont été invités conformément au calendrier de Maastricht à présenter en décembre un projet d'orientation pour la politique économique en vue d'une croissance durable, non inflationniste et respectueuse de l'environnement. A court terme le conseil a décidé d'accélérer et élargir les mesures déjà décidées précédemment et c'est-à-dire l'augmentation de l'initiative de croissance déjà décidée en décembre au sommet d'Edimbourg. La dotation passera de 5 à 8 milliards d'écu et sa durée sera prolongée outre 1994; déblocage avant la fin de juillet du programme des fonds structurels, c'est-à-dire des fonds sociaux et régionaux en faveur des économies de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande. Le Conseil s'est prononcé en faveur d'une rapide baisse des taux d'intérêt en Europe et il souhaite la relance des négociations du Gatt, pour le commerce mondial. Quant à l'élargissement de la Communauté un premier pas sera fait à partir d'aujourd'hui d'ici le 1^{er} janvier 1995 pour ce qui concerne l'Autriche, la Finlande, la Suède et la Norvège. Enfin, l'ex-Yougoslavie. Le Conseil s'engage à répondre positivement à la demande d'hommes et d'argent adressée par le secrétaire des Nations Unies pour permettre la création de zones de sécurité. L'Europe réaffirme son attachement aux principes de la conférence de Londres qui concerne en particulier la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie Herzégovine. Les médiateurs sont invités à poursuivre leurs efforts en vue d'un règlement juste, durable et acceptable pour tous les trois peuples de la Bosnie. On commente que Copenhague ne pouvait être qu'un Conseil de transition: une stratégie pour l'occupation

Le document de M. Delors

Pour une baisse des taux

De nouveaux efforts pour la Yougoslavie

et la compétitivité ne peut pas être improvisée en quelques heures. Le Parlement de Strasbourg a exprimé sa déception pour les résultats et a dénoncé dans une résolution l'insuffisance de la politique communautaire tant en matière de lutte contre la crise économique et sociale qu'à propos de la tragédie bosniaque.

**M. JACQUES ATTALI,
PRÉSIDENT DE LA BERD DEMISSIONNE**

26 juin - Paris - M. Jacques Attali, français, président de la Berd, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, chargé d'assister les pays de l'est européen dans leur transition vers l'économie de marché, a démissionné. M. Attali avait été accusé entre autre par le Financial Times d'avoir mené une gestion trop dispendieuse et d'avoir demander deux fois le prix d'un billet d'avion pour Tokyo.

DIX NOUVEAUX EURODEPUTES FRANCAIS

26 juin - Strasbourg - Suite aux élections législatives 10 des 81 représentants français au parlement européen ont du laisser leurs sièges, certains parce que faisant partie du gouvernement et d'autres pour la loi-cumul des mandats: quittent Strasbourg, Mme Simone Veil, M. Alain Lamassoure, M. Philippe Douste Blazi, M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Charles Baur, M. Aimery De Montesquiou, M. Claude Malhuret, Mme Michèle Alliot Marie, M. Jacques Vernier et M. Alain Marleix. A leur place succèdent: M. Raymond Chesa, maire de Carcassonne, M. Guy Guerneur, M. Jean Heider, M. André Fourcans, M. Jean Marie Vallerenberghe, M. Georg de Bremond d'Ars, M. Robert Dolorozoy, M. Charles De Gaulle, Mme Janine Cajet, M. Michel Pinton.

**COMMENCE LE SEMESTRE BELGE
DE PRESIDENCE A LA CEE**

1er juillet - Bruxelles - Un concert de musique classique a inauguré le semestre de la présidence de la Cee confié à la Belgique, un des six pays fondateurs de la Communauté européenne. La Belgique n'a pas la formule magique pour résoudre les nombreux problèmes de la Communauté mais on espère que sa gestion soit plus active que celle décevante de la présidence danoise qui vient de sortir. Sous la conduite des gouverneurs de Bruxelles devrait parvenir à sa solution un des problèmes qui depuis un an paralysent la Communauté: celui de la ratification du Traité de Maastricht. On attend que le texte en automne passe les deux dernières épreuves: celle de la ratification britannique et le jugement de la Court Constitutionnelle allemande contre les recours déposés et le Traité lui-même. Deux des recours dénoncent les limitations de la souveraineté imposées par le Traité, tandis que le troisième demande un référendum populaire de ratification.

Un programme engageant

LE SOMMET DE TOKYO

Le problème du chômage

Comment assurer la reprise

Aides à la Russie de M. Eltsine

7-8-9 juillet - Tokyo - Les Sept grands se sont rencontrés, ils ont discuté, mais ils ne sont parvenus à aucune décision importante: les principaux sujets étaient le commerce mondial (Gatt) et le chômage dans le monde. En conclusion, ils ont décidé de se rencontrer de nouveau à Naples en 1994 pour un sommet sur le chômage. Un autre sommet se tiendra auparavant aux Etats-Unis, à Washington, en automne sous la présidence de M. Bill Clinton. Les sans travail dans les sept pays plus riches du monde sont 23 millions. Les Douze se sont félicités pour les progrès réalisés dans le monde sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché qui dépassent les prévisions les plus optimistes faites il y a quelques années. Ceci dans la communication finale, qui continue en disant aussi que pour exploiter tous les bénéfices des récentes transformations historiques, les pays des G7 doivent s'engager dans un certain nombre de défis: assurer la reprise économique, créer des places de travail, conclure avec succès l'Uruguay Round, soutenir les pays en voie de développement. Les G7 reconnaissent qu'une grande partie de la récente croissance du chômage peut être attribuée au ralentissement économique actuel et que le problème est de nature structurelle. Pour réduire le chômage il faut une double stratégie: conduire une prudente politique macroéconomique pour produire une croissance non inflationniste et durable et entreprendre des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité des marchés en particulier de ceux du travail. Les G7 prendront des mesures appropriées pour rendre opérationnelle cette stratégie de croissance globale. Une conclusion rapide et heureuse de l'Uruguay Round stimulera la confiance des investisseurs et des consommateurs et contribuera de manière importante à la reprise et à la croissance économique. A la dernière partie du sommet a participé M. Boris Eltsine qui rentrera en Russie avec un milliard et demi de dollars, et un encouragement à sa politique de réformes. Les G7 ont élevé la voix sur les serbes et les croates mais ils ont donné l'impression de vouloir laisser que la guerre fasse son cours. Même pas un mot sur la question de la Somalie. L'absence du Premier ministre français M. Balladour a fait pensé à un premier signal de crise dans la co-habitation entre le Président M. Mitterand socialiste et le chef du gouvernement de centre droite.



1993

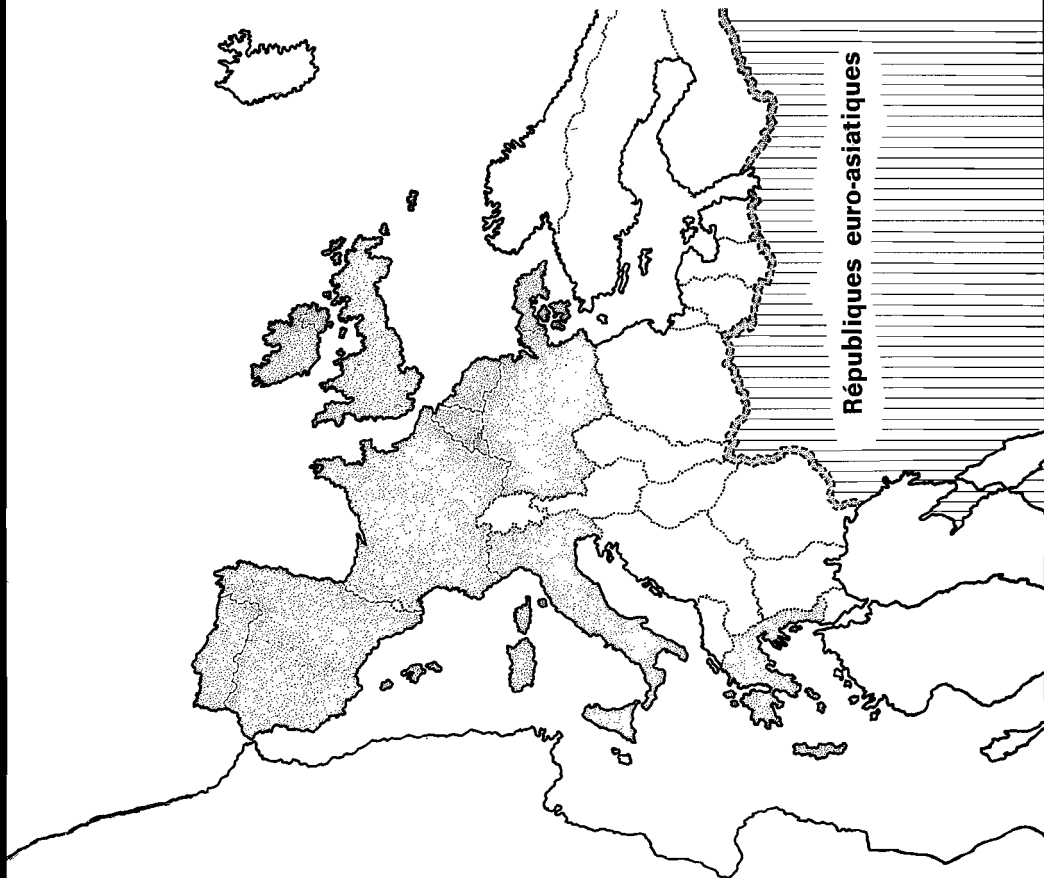
Associato all'U.S.P.I.

Bulletin Européen

Rivista mensile della Fondazione Europea Dragan
Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard S.r.l. - Foro Traiano 1/A, Roma - Telefoni (06) 679.77.85/678.09.48
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direttore: Roberto Cestelli
Registrazione Tribunale Roma n. 317/88 del 3-6-1988
(già n. 1861 del 15-2-1951) - **Finito di stampare il 13 ottobre 1993**
presso la Tipolitografia Ed. Sallustiana - Roma - Piazza Grazioli, 6 - Tel. 679.51.73

OUTRE LE 2000

De la «petite» à la «grande» Europe des 29 nations.



...si la Communauté Economique Européenne est la base de l'unification de l'Europe, la Communauté Culturelle en permettra sa réalisation durable.

SOMMAIRE

. <i>Alessandro Schiano</i> : La nouvelle identité de l'Europe	1
Un espace «politique» meneur de l'espace «économique»	4
Contre la récession	6
<i>Leonardo Casini</i> : Les Balkans et le non-sens des conflits «religieux»	9
<i>Leonardo Casini</i> : La libération et la violence sexuelle	11
<i>Paolo Alatri</i> : Montesquieu fédéraliste et l'esprit d'Europe	14
<i>A.M.D.P.</i> : Fils unique et commerce libre: la recette de la Chine d'aujourd'hui	16
<i>Jean-Pierre Tuquoi</i> : L'Europe de l'électricité avant la fin du siècle	18
<i>Manlio Contri</i> : De Bruxelles à Strasbourg	19